

Jeffrey Sachs : la guerre contre la Russie et l'Iran détruit l'Occident

Le professeur Jeffrey Sachs explique comment l'économie et la mentalité de l'Occident sont affectées par les guerres contre la Russie et l'Iran. Suivez la chaîne YouTube de Jeffrey Sachs : <https://www.youtube.com/@JeffreyDSachsOfficial> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Soutenez les travaux de recherche du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bonjour à tous, et bon retour parmi nous. Aujourd'hui, nous sommes le vingt-quatre août deux mille vingt-six, et nous avons le grand plaisir de recevoir le professeur Jeffrey Sachs. Alors, tout d'abord, merci de revenir dans l'émission. Je voulais vous poser la question suivante : nous savons que les États-Unis et l'Europe sont déjà confrontés à des économies en difficulté, ainsi qu'à un système financier qui s'affaiblit. Dans quelle mesure les guerres, principalement les guerres contre la Russie et l'Iran, qui se sont désormais étendues, bien sûr, accélèrent-elles ce déclin économique de l'Occident ?

#Jeffrey Sachs

Eh bien, je pense que les guerres, et l'état d'esprit qui les sous-tend, mènent clairement à une sorte d'impasse économique dont ni les États-Unis ni l'Europe ne mesurent vraiment la portée, ni ne comprennent dans quoi ils s'engagent. L'Europe le voit plus immédiatement, parce qu'elle traverse clairement une crise économique en ce moment. Les États-Unis sont encore, d'une certaine manière, dans une bulle, au-dessus de la crise économique immédiate. Mais à plus long terme, leur situation n'est pas meilleure. Les guerres elles-mêmes ont évidemment des conséquences directes. Le prix du pétrole est passé d'environ soixante-cinq dollars le baril, avant l'attaque du 28 février contre l'Iran par les États-Unis et Israël, à quelque chose autour de quatre-vingt-dix dollars aujourd'hui, pour le Brent de référence. Et ces prix pourraient monter bien plus haut.

Cela annonce de très grandes difficultés pour l'ensemble de l'économie mondiale, y compris pour les pays exportateurs de pétrole, qui utilisent eux-mêmes du pétrole dans leur production. Ils sont donc confrontés à de graves menaces pour l'agriculture, avec la flambée des prix des engrais, de l'essence à la pompe, de l'électricité, et pour tous les secteurs de l'économie comme pour les ménages. La

pénurie créée par la guerre, avec la fermeture du détroit d'Ormuz et la baisse de la production au Moyen-Orient riche en pétrole, a donc des conséquences immédiates très graves. La guerre coûte extrêmement cher. Son coût en dépenses directes fait beaucoup débat, mais il atteindra certainement plusieurs dizaines de milliards de dollars, voire probablement des centaines de milliards, pour les États-Unis à eux seuls. Sans parler des dégâts catastrophiques causés par les combats dans la région. Les conséquences directes de la guerre sont donc très graves. Mais l'état d'esprit auquel je faisais référence est, je crois, encore plus grave.

La raison pour laquelle nous sommes dans ces guerres, c'est essentiellement parce que les États-Unis et l'Europe sont déterminés à maintenir leurs prérogatives hégémoniques. Pendant des siècles, l'Occident, comme on l'appelle, principalement les empires européens et, depuis la fin du XIXe siècle, les États-Unis, a considéré qu'il dirigeait, de fait, le monde. Une vulgarité pure, la pire qu'on puisse imaginer, affirme aujourd'hui dans le Financial Times, en gros : « Nous dirigeons le monde. Nous décidons qui fait quoi. Nous décidons qui commerce. Nous détruisons les pays que nous voulons. »

C'est cette mentalité-là. C'est cette mentalité qui est à l'œuvre en Ukraine. Qui est à l'œuvre dans le génocide à Gaza. Qui est à l'œuvre dans la guerre contre l'Iran. C'était aussi cette mentalité qui était à l'œuvre, bien sûr, dans le détournement et la confiscation des revenus pétroliers du Venezuela plus tôt cette année. Cette mentalité, c'est : nous dirigeons le monde. Oui, c'est un peu désagréable, parce qu'il y a ces prétendants importuns, comme la Russie, l'Iran ou la Chine, qui ne veulent pas que nous dirigions le monde. Mais dans les faits, nous dirigeons le monde, et nous allons dire au monde ce qu'il doit faire. C'est cette mentalité-là.

C'est tellement dépassé, tellement absurde, tellement délirant, que cela entraîne toute une série de politiques — pas seulement la guerre, mais aussi des mesures commerciales, le protectionnisme, et ainsi de suite — qui mènent l'Occident non seulement vers un déclin relatif, à mesure que d'autres régions progressent, mais peut-être aussi vers un grave déclin absolu à un certain moment. Parce que toutes les justifications avancées pour l'hégémonie, et tous ces excès, conduisent à une accumulation de charges : sur le plan budgétaire, en matière de dette, de recours au crédit, et par la rupture des liens économiques à travers le monde. Y compris, maintenant, la guerre commerciale entre les États-Unis et le Canada, pour l'amour de Dieu, qui a été lancée il y a tout juste deux jours. Je pense que cela va plonger l'Europe comme les États-Unis dans une crise économique très grave au cours des prochaines années. Encore une fois, l'Europe est déjà en crise aujourd'hui. Et les États-Unis se trouvent, à mes yeux, dans une énorme bulle financière, due aux valorisations de l'IA en Bourse, qui maintiennent les choses à flot pour le moment. Mais c'est une bulle qui, je pense, va éclater.

#Glenn

Eh bien, cet attachement à cette mentalité hégémonique est assez étrange, comme vous le dites. Car pendant si longtemps, les Européens — ou plutôt l'Union européenne — ont eu pour objectif de poursuivre une autonomie stratégique, c'est-à-dire davantage d'indépendance vis-à-vis des États-

Unis. On pourrait penser qu'avec l'émergence de tous ces autres centres de pouvoir, l'Union européenne aurait la possibilité de diversifier ses partenariats étrangers afin de gagner en autonomie. Mais, au contraire, il semble qu'ils paniquent énormément à l'idée que la relation traditionnelle avec les États-Unis se désagrège, qu'il n'y ait plus de modèle économique ni de modèle géopolitique. Beaucoup se tournent désormais avec optimisme vers ce keynésianisme militaire et, j' imagine, ce qu'ils appellent une Union européenne géopolitique. Voyez-vous un avenir dans tout cela, ou est-ce une solution temporaire ? Encore une fois, je le précise souvent : je suis européen. J' ai beaucoup de mal à comprendre cette réflexion stratégique.

#Jeffrey Sachs

L'Europe commet les plus grandes erreurs de toutes. Mais je pense que son erreur fondamentale, c' est de croire que, tôt ou tard, les États-Unis reviendront, redeviendront son meilleur ami, et qu' ensemble ils partiront vers le coucher du soleil en tant qu'hégémon mondial. Je pense donc que l' Europe rêve du passé, avec une génération de responsables politiques qui sont soit ceux que les États-Unis ont façonnés pendant des décennies — parce qu'il était très difficile de s'imposer en Europe comme une voix véritablement indépendante pour l'Europe — soit ceux qui, comme vous le dites, ont tout simplement peur de l'ours russe et ont donc misé tout ce qu'ils avaient sur les États-Unis. Alors même qu'aujourd'hui, dans les relations concrètes, les États-Unis sont autant, voire davantage, un ennemi de l'Europe que la Russie ne le serait jamais. Car la Russie est en réalité une puissance européenne et elle a des affinités naturelles avec des relations normales avec l'Europe, si l' Europe pouvait le comprendre.

Alors, l'Europe... je pense que nous sommes tous perplexes. Nous n'avons jamais connu une période de dirigeants aussi incohérents et aussi faibles. Moi, je suis perplexe parce que je connais certains de ces dirigeants. Je connais le Premier ministre norvégien depuis des décennies. Je ne comprends pas ce qu'il dit aujourd'hui, ni ce qu'il croit défendre comme intérêts pour la Norvège. Ce n'est que l' OTAN, du matin au soir. Ce n'est que du pro-Trump. Ce n'est que du pro-États-Unis. Comment est-ce possible ? C'est quelqu'un de très intelligent, quelqu'un que j'apprécie depuis longtemps. Mais ce qui est dit en ce moment n'a aucun sens. En Pologne, eh bien, j'ai travaillé avec la Pologne pendant longtemps, de manière intensive, en les aidant dans leur transformation économique dans les années 1990. Ils sont russophobes jusqu'à la moelle, depuis plusieurs siècles. Oui, mais il faut passer à autre chose et comprendre les réalités actuelles. Les pays baltes, c'est encore pire.

Le problème de l'Europe, franchement, c'est que son cœur, l'Allemagne, est retombé dans le militarisme. La France est dirigée par les responsables les plus faibles et les plus incohérents des temps modernes. Et l'Italie ne joue même pas, je pense, le rôle d'une grande force stratégique dans tout cela. Il n'y a donc aucun noyau en Europe qui guide l'Europe dans une direction raisonnable. Les États de première ligne face à la Russie sont tous, sans exception, purement russophobes et n' ont absolument aucune vision du monde au sens large. Et quand — c'est vrai — un responsable politique courageux se lève et essaie de dire : « Est-ce qu'on pourrait se ressaisir ? », comme Pedro Sánchez, en Espagne, que j'admire beaucoup, aussitôt, l'État profond américain serre la vis. Et

soudain, sa femme fait l'objet d'une enquête pour corruption. Ses conseillers politiques font soudain l'objet d'enquêtes. Ce sont des manœuvres.

Ce n'est pas une procédure judiciaire indépendante et sérieuse. Ce sont des manœuvres de la CIA américaine, de l'État profond, si vous voulez, contre des responsables politiques qui sortent du rang. Mais l'essentiel, c'est que l'Europe devrait comprendre cela. Elle compte quatre cent cinquante millions d'habitants. Les intérêts de l'Europe sont complètement différents de ceux des États-Unis. L'Europe vit avec la Russie. Elle doit donc comprendre qu'après mille neuf cent quatre-vingt-onze, l'Europe a véritablement prospéré grâce aux relations économiques entre l'Europe occidentale et la Russie. En réalité, les faits montrent de manière accablante que les États-Unis craignaient l'approfondissement des relations entre l'Allemagne et la Russie. Ils y voyaient une question stratégique et voulaient s'assurer que ces relations ne se réchauffent pas trop, parce que cela aurait laissé les États-Unis sur la touche. Alors, pourquoi les dirigeants européens ne comprennent-ils pas cette réalité pourtant élémentaire ?

Pourquoi les dirigeants européens ne comprennent-ils pas la réalité la plus élémentaire : leur foyer se trouve en fait en Eurasie, cette immense masse continentale qui les relie à la Chine ? Suivre les États-Unis dans une diatribe et une rhétorique anti-Chine est donc absurde. Tous les grands dirigeants d'entreprise européens le comprennent, mais à Bruxelles, ils ne le comprennent pas. Et les dirigeants politiques en Europe sont incohérents. Je comprends mieux mon propre pays. Les États-Unis misent tout sur l'échec ultime : celui de vouloir être l'hégémon. Les États-Unis parient sur le fait d'être l'hégémon mondial, en gros depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. À la fin de la guerre froide, ils ont eu le sentiment d'être confirmés dans ce rôle de leader mondial incontestable. Tout cela relevait de l'hubris à la puissance mille. Ces gens ne sortent pas, ils ne voient pas réellement le monde, ils ne comprennent pas ce qui se passe. Et ils n'avaient certainement aucune compréhension de la Chine.

C'est tout simplement un mystère. Une civilisation remarquable, qui a rebondi après un peu plus d'un siècle de prédation impériale venue d'Europe, des États-Unis et du Japon. Ils n'ont donc pas compris le retour de la Chine à sa place normale sur la scène mondiale, dans une perspective historique mondiale. Et maintenant, ils s'agitent dans tous les sens. Hé, on est censés être les numéros un. On lance un débarquement économique. On dit aux pays ce qu'ils doivent faire. On réduit l'Iran à l'âge de pierre si on en a envie. On fait tout ce qu'on veut. Eh bien, ces gens sont... pardon, ils sont tellement stupides, tellement ignorants, qu'à plus long terme, ils conduisent les États-Unis dans le fossé ou au bord du précipice, de la même manière. Donc, je comprends un peu ce qui se passe aux États-Unis. C'est simplement l'illusion née d'une arrogance extraordinaire, surtout à la fin de la période soviétique.

L'Europe savait mieux que ça. C'est ça qui me surprend. Les dirigeants européens, si vous les aviez interrogés en deux mille, en deux mille cinq, ou le premier jour du sommet de l'OTAN à Bucarest, en deux mille huit, ils comprenaient ce qui se passait. Les États-Unis essaient de les entraîner dans un conflit avec la Russie. Ce n'est pas bon pour l'Europe. L'Europe veut Nord Stream. L'Europe veut des

liens économiques avec la Russie. Ils savaient tout ça. Je connaissais ces dirigeants. Nous en avons parlé. Aujourd'hui, vous n'entendez plus un mot là-dessus. Et si vous dites ce que je dis, ou ce que vous dites, on le sait : oh, on vous colle l'étiquette d'apologiste de Poutine. On vous présente comme quelqu'un qui dirait, vous savez, quelque chose de bizarre. Mais ce que nous disons chaque jour, Glenn, Merkel le disait jusqu'au premier jour du sommet de l'OTAN à Bucarest. Cette approche américaine va nous mener à la guerre.

Votre Premier ministre actuel savait déjà, en deux mille huit, à quel point cette approche était dangereuse. Ils savaient tout cela. J'ai parlé à ces dirigeants. Ils comprenaient que l'Europe était différente des États-Unis. Ils pensaient que la guerre en Irak était un désastre fondé sur la propagande et les mensonges, ce qu'elle était. Donc ils pouvaient réagir. Vous pouviez avoir des dirigeants français disant : « Non, nous n'allons pas faire ça. » Vous pouviez avoir des dirigeants allemands disant : « Nous n'allons pas faire ça. » Vous aviez Schröder. Vous aviez Kohl. Vous aviez Merkel, jusqu'à un certain point, sur la ligne européenne. Et maintenant, qu'avons-nous ? Rien. De l'incohérence. Et bien sûr, le résultat, c'est une crise économique qui s'aggrave, et une crise géopolitique qui s'aggrave, parce que, honnêtement, l'Europe est presque en train de se convaincre délibérément d'aller vers une guerre ouverte. Un suicide total. Mais elle emploie ce langage tous les jours.

#Glenn

Oui, je trouve toujours intéressant de voir comment ils en sont arrivés à ce revirement. Parce que, comme vous l'avez dit, ce que vous dites aujourd'hui, c'était, enfin, du bon sens. Je me souviens que, jusqu'en 2008, comme l'ont aussi montré les documents de WikiLeaks, l'ambassadeur français et l'ambassadeur allemand avaient averti que cela pourrait pousser l'Ukraine vers une guerre civile. Que cela n'avait pas le soutien de la population. Que les Russes pourraient intervenir. Enfin... Et, pour l'amour de Dieu, le futur directeur de la CIA américaine, Burns, avait mis par écrit les raisons pour lesquelles cela se produirait. Et on entendait la même rhétorique chez les dirigeants politiques, les chefs d'État. Et soudain, maintenant, c'est présenté comme des propos insensés ou, encore une fois, comme de la propagande russe.

#Jeffrey Sachs

Et je dirais la même chose de l'Iran. Bien sûr, les dirigeants européens savaient qu'au début des années 2010, on pouvait négocier pacifiquement avec l'Iran. Ils ont poussé en faveur du Plan d'action global commun, le JCPOA, qui est devenu un traité entre l'Iran et les pays du P cinq du Conseil de sécurité, plus l'Allemagne. Et les dirigeants européens comprenaient tout cela. Ils voulaient que les États-Unis s'engagent dans la diplomatie. Et ils ont applaudi Obama lorsqu'il l'a fait. Ce qui est incroyable, Glenn, c'est que lorsque les États-Unis ont déchiré cet accord de façon flagrante en 2018, les Européens n'ont rien dit. Les dirigeants européens n'ont pas dit : « Que font les États-Unis ? Nous continuons. L'Iran respecte les règles de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Rien ne justifie cela. »

Les dirigeants européens viennent de se taire, en se prosternant devant « Papa », comme Mark Rutte l'a appelé de façon mémorable, désormais. Autrement dit, les dirigeants européens n'étaient absolument pas disposés à dire un mot de vérité. Et ils savaient que ce sont les États-Unis qui ont rompu les accords, pas l'Iran. Le JCPOA aurait empêché ce que l'Iran disait ne pas vouloir de toute façon. Mais il aurait empêché toute avancée potentielle vers l'arme nucléaire, que l'Iran avait déjà exclue par une fatwa et dont il ne voulait pas, parce qu'il ne voulait pas créer un désordre dans sa propre région avec cela. Et les dirigeants européens le savaient. Mais lorsque les États-Unis sont revenus à cette tentative d'écraser l'Iran, d'abord économiquement, puis par les bombes, puis aujourd'hui avec le lancement économique du Débarquement par Bessent, où sont les dirigeants européens ? Où y en a-t-il un seul, à part Pedro Sánchez, pour dire aux États-Unis : « Vous plaisantez ? »

Vous plaisantez ? Pas un seul d'entre eux. Ce ne sont même pas des dirigeants. C'est vraiment très étrange. Mais je vais vous dire une chose intéressante. Si les lecteurs regardent le Financial Times aujourd'hui, s'ils arrivent d'une manière ou d'une autre à passer le paywall pour lire l'absurde tribune de Scott Bessent, et s'ils regardent la section des commentaires du Financial Times, c'est assez stupéfiant. D'ordinaire, la section des commentaires du Financial Times est plutôt belliciste, plutôt dure. Mais ce jour-là, ce n'est que moqueries envers les États-Unis, moqueries envers Bessent, moqueries envers le D-Day économique. On ne dit même pas que c'est faux, ou mal avisé, ou qu'il existe une autre approche. C'est tout simplement de la pure moquerie. « Bessent, retourne dans ton hedge fund. Tu es complètement dépassé. Tu es totalement incompetent. Scotty, mon garçon, tu ne sais pas ce que tu fais. »

Et ça s'enchaîne les uns après les autres, donc c'est absurde. Mais où est le dirigeant européen qui se lève pour dire : « Non, les États-Unis ne peuvent pas annoncer un D-Day économique pour écraser un autre pays, parce que c'est illégal. Ça ne marche pas. Cela va plonger davantage toute l'économie mondiale dans le désordre. » J'attends un seul dirigeant européen. Et votre Premier ministre, le Premier ministre norvégien, un homme très rationnel ? Pourquoi ne se lève-t-il pas pour dire : « Non, on ne parle pas comme ça. On n'agit pas comme ça sur la scène internationale, parce que cela va en réalité nous mener à notre perte. » Mais jusqu'à présent, je n'ai entendu aucun dirigeant. Cela dit, je trouve un certain réconfort dans les commentaires du Financial Times. Moi, je trouve cet article horrifant. Eux y voient une pure farce. Alors, c'est peut-être un petit soulagement.

#Glenn

Je parle souvent avec le colonel Lawrence Wilkerson, qui revient sur son passage à la Maison-Blanche. Il explique qu'ils ont beaucoup travaillé pour placer les bons dirigeants européens aux bons postes. Et quiconque s'exprimait contre Washington ou prenait un peu de courage était écarté assez rapidement. Ils disposaient donc d'un vaste système, avec des incitations politiques, des ONG, des groupes de réflexion, et ainsi de suite.

#Jeffrey Sachs

Mais oui, concernant Bessent, je... Juste pour dire, au passage, vous savez, j'ai interrogé le Premier ministre de l'un des grands pays, en deux mille vingt-trois. Je lui ai dit : « Vous savez, la guerre en Ukraine est absurde. Vous savez que c'est une impasse. Pourquoi ne dites-vous rien à Washington ? » Et il m'a répondu : « Jeffrey, à Washington, ils nous traitent comme des enfants. » Puis nous étions dans une salle, la réunion a commencé soudainement, donc je n'ai pas pu relancer. Mais depuis, trois ans plus tard, je me demande : comment un dirigeant d'un grand pays européen peut-il accepter que lui-même et ses collègues soient traités comme des enfants ? Et prendre cela comme explication au fait de ne pas s'exprimer à Washington. Cela me reste en tête, de manière très, très douloureuse.

Cette remarque. Mais je pense que c'est, au fond, ce que nous voyons en ce moment. On n'arrive pas à entendre une pensée cohérente. Et j'allais le mentionner, je crois que nous en avons peut-être parlé : le jour où l'Iran a été attaqué, il y a eu une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU. Les Iraniens, les Chinois, les Russes, entre autres, m'ont demandé de témoigner. Les Britanniques présidaient. Ils m'ont déclaré hors de propos. Je n'ai donc pas été autorisé à témoigner ce jour-là. Mais j'étais assis dans la salle. Et le jour où les États-Unis et Israël ont bombardé l'Iran, tous les ambassadeurs européens — les Français, les Britanniques, les Grecs, et d'autres — ont attaqué l'Iran.

Comment osez-vous faire ça ? Comment osez-vous riposter contre Bahreïn, et ainsi de suite ? Pas un seul d'entre eux n'a eu le courage de dire qu'une guerre d'agression flagrante, et l'assassinat des dirigeants d'un pays de près de cent millions d'habitants — qui plus est, d'un dirigeant religieux — ne relèvent pas de notre droit international. Et cela s'est passé dans l'enceinte du Conseil de sécurité de l'ONU. Nous sommes donc dans un moment absolument stupéfiant, un univers parallèle, où nous n'entendons pas une seule parole honnête de la part des dirigeants politiques européens et des États-Unis. Nous savons que chaque déclaration est non seulement irrationnelle, voire peut-être farcesque, mais qu'en plus, c'est un mensonge.

#Glenn

J'aurais souhaité que, eh bien, maintenant que l'ère hégémonique touche à sa fin, nos dirigeants aient été capables d'en sortir avec un peu plus d'élégance, et d'opérer une transition vers un système multipolaire plus stable, où ils préserveraient au moins les règles du droit international, de la finance internationale et du commerce. Mais il semble qu'à leur départ, tout soit incendié. C'est en quelque sorte ce qui m'inquiète. Mais...

#Jeffrey Sachs

Je pense toutefois que c'est très intéressant parce que... les choses peuvent évoluer de plusieurs façons. L'une d'elles, c'est le désastre total : la Troisième Guerre mondiale. Ce n'est pas impossible.

Certains disent qu'elle a déjà commencé. Nous avons, de toute notre histoire, les dirigeants les plus instables psychologiquement que les États-Unis aient jamais eus. Nous avons aussi le moins de véritables contre-pouvoirs que nous ayons jamais eus dans notre histoire. Donc, c'est une possibilité. Une deuxième possibilité, qu'il ne faut pas écarter même si elle ne se produit pas, c'est que des dirigeants européens, ne serait-ce qu'un ou deux dans de grands pays, se réveillent et disent : « Nous devons faire les choses autrement, maintenant. » Cela ne se produira probablement pas avec les personnalités actuelles de von der Leyen, Merz et Macron, mais peut-être que dans un an, les dirigeants seront différents.

Et ils disent : « Allez, ce n'est pas la bonne voie. En réalité, nous ne voulons pas faire la guerre. Nous ne voulons pas être frappés par des bombes nucléaires. Nous comprenons l'histoire plus profonde de ce conflit, qui montre qu'il existe une issue mutuellement satisfaisante, fondée sur la neutralité de l'Ukraine. D'ailleurs, c'était la solution disponible depuis plus de trente ans, celle qui était sur la table depuis plus de trente ans, et celle que les États-Unis ont rejetée pendant toute cette période. » Donc, c'est une deuxième possibilité. Une troisième possibilité, que je considère comme assez intéressante, peut-être la plus probable, c'est que nous évitions le pire d'une guerre mondiale. Mais nous n'aurions aucune sorte de renaissance européenne, ce que j'espère profondément.

Mais que le reste du monde, ce qu'on appelle, disons, les économies émergentes et en développement, comme nous, économistes, les appelons, les EMDE, qui représentent 85 % de la population mondiale, et qui comprennent la Chine, l'Inde, la Russie et le Brésil, les pays des BRICS, ainsi que les pays de l'Union africaine, soit 54 nations et 1,5 milliard de personnes, et ainsi de suite... que cette partie du monde, qui n'est pas hégémonique, qui a été soumise à l'hégémonie occidentale pendant 250 ou 300 ans, continue paisiblement son chemin. Et ce qui arrive à l'Occident... eh bien, c'est sans grâce, c'est indigne, c'est embarrassant, c'est révoltant, c'est triste, c'est inutile.

Mais l'Occident se paralyse lui-même, se protège jusqu'à la stagnation ou au déclin. Pendant ce temps, le reste du monde avance. Et ça, je pense que c'est vraiment un scénario possible. C'est un scénario un peu plus porteur d'espoir, et assez pragmatique. Ce n'est pas l'idéal. L'idéal, ce serait que l'Europe se réveille. Que les États-Unis sortent de leur crise, de leur illusion qui dure depuis plus de trente ans. Et que nous avancions réellement vers la multipolarité, la décence et la paix. Car aucune de ces guerres n'avait le moindre mérite, quel qu'il soit. Aucune n'était difficile à éviter ou difficile à arrêter. Et cela vaut pour chacune des guerres qui font rage en ce moment.

#Glenn

Eh bien, je pense qu'à un moment donné, le changement sera imposé aux Européens. Parce qu'on ne peut avoir une énergie aussi chère, autant de désindustrialisation, et toujours plus de dette qui s'accumule. Pendant ce temps, si vous regardez d'autres régions du monde, la Chine organise maintenant, par exemple, des Jeux olympiques de la robotique. Le contraste devient tellement énorme qu'on ne peut pas continuer comme ça très longtemps. À un moment, la réalité doit guider

vos politiques. Mais je voudrais vous interroger sur Bessent, parce que vous l'avez mentionné plus tôt. Il a récemment déclaré qu'il ne comprenait pas pourquoi les prix du pétrole augmentaient. Il a fait cette remarque après que Trump a annoncé ce D-Day économique contre l'Iran, qui fermerait essentiellement toutes les sources d'énergie dans cette partie du monde.

Et puis, sa réponse à la dette de quarante mille milliards de dollars dans laquelle se trouvent aujourd'hui les États-Unis, ce n'est pas de réduire les coûts. C'est de dire que les États-Unis vont s'en sortir par la croissance. Franchement, ça ne donne pas beaucoup de raisons d'avoir confiance, ni dans sa compétence d'ailleurs. Mais je me demandais : selon vous, où est-ce que tout cela nous mène, maintenant ? Parce que, oui, on peut dire que la hausse des prix du pétrole permet aux États-Unis de gagner un peu plus d'argent. Mais si les États du Golfe connaissent de graves difficultés, ou si d'autres alliés sont dans le même cas, et qu'ils doivent commencer à vendre des obligations américaines, les choses peuvent très, très vite mal tourner. Et ça m'a fait penser à ce que Trump a dit. Il a évoqué la manière d'intervenir sur le marché obligataire, et il a inclus l'armée parmi les instruments possibles. J'aimerais vraiment savoir ce qu'il voulait dire par là. Et je me demande simplement : où est-ce que tout cela va nous mener ? Parce que j'ai l'impression que des choses sont en train d'être mises en mouvement et qu'elles nous échappent désormais.

#Jeffrey Sachs

Oui. D'abord, Bessent. Bessent est un gestionnaire de fonds spéculatif, dont le principal fait d'armes a été l'attaque contre la livre sterling. Il n'est absolument pas qualifié pour guider une économie de trente mille milliards de dollars. Il ne montre absolument aucun intérêt, ni aucune connaissance de l'économie américaine, et certainement pas de l'économie réelle, celle où les gens travaillent, de leur façon de vivre, de leurs besoins économiques. C'est de très loin le plus faible secrétaire au Trésor de l'histoire moderne. Il est là comme exécuteur. Il a une mentalité de gangster, pour faire appliquer les méthodes de voyou de Trump. Depuis qu'il est secrétaire au Trésor, son principal discours consiste à dire quelles économies il va détruire, comment déclencher un D-Day économique, comment briser la monnaie iranienne, comment faire s'effondrer l'économie vénézuélienne. C'est un exécuteur, une sorte de gangster.

Il en sait peut-être un peu sur ce sujet, mais je ne vois aucune conscience, aucune connaissance, et j'insisterais même sur l'absence d'intérêt pour l'économie américaine réelle, pour l'emploi, la productivité, les emplois des Américains, le coût de la vie, ou quoi que ce soit de ce genre. Donc, il est ce qu'il est : un gangster dans une administration de gangsters. Et comme je le dis, au moins, il est devenu un objet de moquerie et de dérision dans les milieux financiers. Si vous lisez aujourd'hui les commentaires du Financial Times, vous n'y trouvez ni peur ni tremblement, ni peur, ni indignation, ni soutien, mais de la dérision. Rien d'autre. Un commentaire moqueur après l'autre. Maintenant, s'agissant de la situation plus générale des États-Unis dans tout cela, je pense qu'il y a plusieurs réalités de fond que nous devrions garder à l'esprit, simplement pour essayer de reconstituer le tableau d'ensemble.

D'abord, l'économie américaine est elle-même une économie en quelque sorte à deux vitesses. Il y a une économie de pointe, dans la haute technologie, l'intelligence artificielle et le numérique, qui atteint des valorisations de marché énormes et attire beaucoup d'investissements en capital dans les centres de données, et ainsi de suite. Et puis il y a le reste de l'économie américaine. Le secteur manufacturier, que Trump mettait tellement en avant dans ses promesses de reconstruction, a perdu environ quatre-vingt mille emplois depuis son arrivée au pouvoir. Il n'y a aucune dynamique dans ce secteur. Et l'industrie automobile américaine est, en gros, en train d'entrer en sénescence, parce que c'est une vieille industrie du moteur à combustion interne à l'ère des véhicules électriques. Elle ne survivra, si elle survit, que grâce à un protectionnisme pur et simple.

L'économie a donc un secteur dynamique et à la pointe, sans aucun doute. Mais une immense partie de l'économie ne fonctionne pas bien du tout. Les infrastructures sont en ruine. Notre réseau ferroviaire fonctionne à peine encore, du moins pour les trains de voyageurs. La vie des Américains moyens est très difficile, et la pression s'accroît. Difficile, non pas à l'échelle mondiale, mais par rapport à leurs attentes, et même à leur situation récente. Rien, zéro, de ce que fait l'administration Trump n'a le moindre effet positif sur cette réalité pour la majorité des Américains. Voilà le premier point.

Deuxièmement, la politique budgétaire. Nous sommes dans l'ère des baisses d'impôts depuis les années 1980. Ronald Reagan, il y a très longtemps, il y a quarante-six ans, a montré qu'il était politiquement payant de promettre des baisses d'impôts. Depuis, les deux partis se sont, en gros, livrés à une frénésie de baisses d'impôts. Et cela a conduit à une dette américaine qui atteint désormais quarante mille milliards de dollars, bien au-delà de 100 % du PIB. La part détenue par le public, plutôt que la part détenue au sein des administrations, représente environ 100 % du PIB. Et le coût des intérêts augmente, parce que les taux d'intérêt augmentent. Troisième réalité : le reste du monde le comprend. Il diversifie donc ses avoirs hors du dollar américain et réduit ses réserves de change en dollars.

Nos taux d'intérêt augmentent. Les taux de nos obligations à trente ans, qui ont atteint environ cinq virgule trois pour cent, sont aujourd'hui à leur plus haut niveau depuis vingt ans, et ces taux d'intérêt vont continuer d'augmenter. Dernier point : le marché boursier a flambé ces dix dernières années, essentiellement porté par les valorisations liées à l'intelligence artificielle, les « Sept Magnifiques », comme on les appelle. La valorisation du marché boursier américain représente environ deux cent quarante pour cent du PIB des États-Unis. Ce n'est pas impossible, si les États-Unis devaient connaître à l'avenir une croissance extrêmement rapide, des profits énormes et tout le reste. Mais, historiquement, c'est totalement en dehors de toute norme historique. À mes yeux, cela constitue une méga-bulle financière. J'ajoute encore un point.

Cette valorisation massive de l'IA, qui ressemble à la bulle Internet que nous avons connue auparavant, et à d'autres bulles que nous avons connues avant, est énorme. Non seulement elle est complètement hors des normes historiques, mais elle repose sur l'idée que les « Magnificent Seven » américains vont dominer le monde. Or, j'étais en Chine il y a deux semaines. Désolé, les gars, mais

la Chine vous rejoint et vous dépasse dans la plupart des domaines. Elle le fait en open source et en cassant les prix. Et hier, il y avait un article expliquant qu'Anthropic, avec ses modèles Claude version cinq, n'arrive plus à trouver de clients, parce qu'ils se tournent vers des modèles chinois gratuits, à poids ouverts. Donc tout cela, Glenn, indique selon moi qu'il y aura, dans les prochaines années, une réévaluation financière massive. Une réévaluation très grave. Un repli très sévère.

Cela pourrait prendre la forme d'une longue période de baisse des marchés boursiers, ou d'un krach, selon les cas. Mais je pense que l'une des choses que Trump a faites, c'est d'alimenter la bulle. C'est, au fond, un fabricant de bulles. C'est un homme de spectacle. Il veut que tout l'appareil gouvernemental fasse monter la richesse financière. C'est son indicateur. Il veut que la Fed le fasse. Il veut que Bessent le fasse, avec ces interventions bizarres du Trésor sur le marché obligataire. Et il veut le faire par son sens du spectacle et sa bravade. Et je pense qu'une grande partie de cette bravade — « c'est nous qui dirigeons le monde » — vise essentiellement à soutenir une bulle financière. Et à mesure que cette bravade suscite de plus en plus de dérision dans le reste du monde, les États-Unis se préparent à un énorme retournement financier. Et ce ne sera pas joli.

#Glenn

Eh bien, très brièvement, je vois que Scott Bessent a aussi déclaré que le Venezuela vendrait désormais son pétrole en dollars. Après la guerre contre l'Iran, les Iraniens seront eux aussi contraints de vendre leur pétrole en dollars. Et même la Russie, après la guerre, recommencera probablement à le vendre en dollars. Rien de tout cela, à part pour le Venezuela, ne semble devoir se produire.

#Jeffrey Sachs

Je suis économiste monétaire. C'est ma formation et mon métier depuis quarante-six ans. Cette affirmation est absurde, parce que rien n'oblige le monde à rester arrimé au dollar. Et c'est de plus en plus vrai, parce que la technologie, les moyens permettant des systèmes de paiement alternatifs, la mise en œuvre concrète de systèmes de paiement alternatifs comme le système chinois de paiement interbancaire, le CIPS, montrent absolument que ce que dit Bessent est grotesque. Donc, c'est encore un exemple de leur discours en vase clos. Et cette bulle va éclater. Eh bien, merci beaucoup d'avoir pris le temps. Je sais que vous avez été absent pendant un moment et que vous avez encore beaucoup de jours devant vous. Alors, merci pour votre temps. C'est un plaisir d'être avec vous. Merci beaucoup.